Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

HARIS DECEMBRE 2025

N°19

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

ISSN : 2709-5053

Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques (HARIS)

N°019 Décembre 2025

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN : 2709-5053

Indexations internationales

https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23388

accès aux données
de référence de HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412

Administration de la Revue

Directeur Scientifique : Professeur M'BRA EKANZA Simon-Pierre (Professeur Emérite du CAMES, Université Félix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication : CAMARA Moritié (Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction : KOUAKOU N'DRI Laurent (Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Coordonnateur de Publication : SILUE Nahoua Karim (Maitre-assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth (Maître-assistante en Histoire économique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO Zana (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Péleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou Kouadio Sanguen (Assistant Département de Mathématique et Informatique, Université Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO), Université Alassane OUATTARA)

Website : http://www.revue-haris.org
Courriels : cerriuao01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com

Comité Scientifique

-**M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Jean-Noël LOUCOU,** Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**Francis AKINDES,** Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-**SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

-**Ousseynou Faye,** Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Samba Diakité,** Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-**ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**GBODJE Sékré Alphonse,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquiel**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

Adresse aux auteurs

La Revue HARIS parait 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue http://www.revue-haris.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.

Sommaire

SECRE Kouamé Kossonou Frédéric
Mission diplomatique britannique à Kumasi en 1817 : Analyses et critiques des sources.....9-24

Françoise Christiane NDAKISSA ONKASSA épouse DIOMANDE
Les concepts de Politique Etrangère de la Fédération de Russie : Entre continuité et rupture 2016 à 2023.....25-39

Boubacar CAMARA
Vérité et politique.....40-48

N'guessan Noël AMIAN & OLIVIER M'BOUA
Nietzsche et l'Intelligence Artificielle : Quelles perspectives environnementales ? 49-60

Codjo René TOSSA
Le passé colonial, une variable stratégique dans la coopération de défense entre la France et le Mali de 1960 à 2022.....61-71

Mamadou Malal SY
American expansion in a 21st century emerging multipolar word: Hegemonic decline or strategic adaptation?.....72-89

DOSSO Fatou
Chine-Burkina Faso ; Une relance dynamique des relations (2018-2024).....90-103

Arlette Francine NJOMOU YONKE
The*"Open Door Policy "* dans les territoires sous mandat et sous tutelle : Une aubaine pour les entreprises étrangères au Cameroun sous administration française.....104-117

Darlane MENGUE M'ENGOUANG & Apoli Bertrand KAMENI
La mise en consommation du migrant et de la diaspora, nouvel enjeu de la globalisation.....118-140

Dr Fodé Bangaly KEITA & Dr Metsena NDJAVOUA
Conflits et crises dans le Golfe de Guinée : Rôle des organisations africaines et internationales pour le maintien de la paix.....141-151

Élisabeth YAO
Les investissements étrangers dans l'industrie textile en Côte d'Ivoire: Impact socio- économique (1960 – 1980).....152-165

Mouhamadi ZOUBGA & Mahamoudou OUBDA
Contribution des ONG au développement du secteur de l'hydraulique au Burkina Faso : Cas de *DIRECTAID* (1986-2024).....166-182

COULIBALY Drissa
Une page d'Histoire d'un peuple du Nord de la Côte d'Ivoire : Samory Touré dans le Djimini1894-1898.....183-196

Poindo LENO & Ibrahima Alamako KEITA & Veronique Vilgué KOIVOGUI
Système de gestion des achats et des approvisionnements par la société minière Kouroussa Gold Mine en République de Guinée.....197-211

KOUA Kouande Emile & KADJO Aka
Charge de travail, climat social et stress chez des infirmiers du service des urgences du CHU de Cocody.....212-224

HINSA HAMANI Abdoul-Hayou
L'expérimentation de la journée continue ou descente unique dans les écoles préscolaires et primaires de la commune urbaine de Dosso : Quels effets sur l'Enseignement/ Apprentissage des Elèves ?.....225-238

CONTRIBUTION DES ONG AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE AU BURKINA FASO : CAS DE *DIRECTAID* (1986-2024)

Mouhamadi ZOUBGA
Doctorant en Histoire Politique et Religieuse à l'école doctorale LACOSHS, Université Norbert ZONGO / zoubmadi1@gmail.com

Mahamoudou OUBDA
Maître de conférences en Histoire contemporaine, Université Norbert ZONGO/ oubdamahamoud@yahoo.fr

Résumé
DirectAid est une ONG fondée au Koweït en 1981 par Abdoul Rahman Al-Sumait. L'organisation introduite au Burkina Faso par le biais de Cheick Aboubacar Doucouré depuis 1986, intervient dans plusieurs domaines, dont celui de l'eau et de l'assainissement. C'est du reste l'objectif de cet article dont l'intérêt consiste à évaluer les actions de *DirectAid* et leurs impacts au développement du Burkina Faso. Les réalisations de *DirectAid* dans le secteur de l'eau au Burkina Faso concernent le forage de plus de 333 puits à grand diamètre, la construction de 251 forages à motricité humaine et de 50 Adductions d'eau potable simplifiées (AEPS). Ces infrastructures ont permis de résoudre les déficits d'eau des populations bénéficiaires et d'améliorer la qualité des services dans six formations sanitaires et une université du pays. L'impact positif se traduit aussi par la réduction des problèmes d'accès à l'eau potable, le développement des cultures de contre saison à Pô ainsi que la réduction des maladies hydriques. Il ressort cependant, de cette étude qu'il existe des limites aussi bien dans la gestion des ouvrages réalisés que dans la qualité des services offerts. Des sources documentaires, iconographiques, internet et des témoignages oraux ont permis d'appréhender à travers une analyse historique, l'apport de DirectAid et son impact au développement dans ce secteur au Burkina Faso.
Mots clés : *DirectAid*, forages à motricité humaine, hydraulique, Adductions d'eau potable simplifiées, puits.

THE CONTRIBUTION OF NGOS TO THE DEVELOPMENT OF THE WATER SECTOR IN BURKINA FASO: THE CASE OF *DIRECTAID* (1986-2024)

Abstract
DirectAid is an NGO founded in Kuwait in 1981 by Abdoul Rahman Al-Sumait. Introduced to Burkina Faso in 1986 by Cheick Aboubacar Doucouré, the organization works in several sectors, including water and sanitation. This article focuses on evaluating DirectAid's activities and their impact on Burkina Faso's development. DirectAid's achievements in the water sector in Burkina Faso include drilling over 333 large-diameter wells, constructing 251 hand-operated boreholes, and building 50 simplified drinking water supply systems (SDWSS). These infrastructures have helped resolve water shortages for the beneficiary populations and improve the quality of services in six health facilities and one university in the country. The positive impact is also reflected in the reduction of problems accessing drinking water, the development of off-season crops in Pô, and a decrease in waterborne diseases. However, this study reveals limitations in both the management of the infrastructure and the quality of services provided. Documentary and iconographic sources, internet research, and oral testimonies were used to analyze DirectAid's contribution and its impact on development in this sector in Burkina Faso through a historical lens.
Keywords: DirectAid, hand-powered drilling, hydraulics, simplified drinking water supply, wells.

INTRODUCTION

De nombreuses ONG et Associations ou Fondations à caractère national et international œuvrent depuis des décennies en apportant leurs soutiens multiformes au développement du Burkina Faso. L'émergence de ces acteurs au développement de façon générale s'est accentuée durant la période postcoloniale avec de plus en plus l'apparition des ONG musulmanes dans les années 1980. Ce développement s'explique d'une part par les phénomènes climatiques défavorables, les besoins anthropiques croissants d'autre part ainsi que la volonté des autorités de rechercher des partenaires pour financer les projets de développement.

Dans un tel contexte, les actions spontanées des personnes de bonne volonté et celles des associations de développement sont plus que nécessaire dans l'accompagnement de l'État. Leurs domaines d'intervention se sont diversifiés avec une gamme variée d'interventions dans l'éducation, la santé, l'agriculture, l'élevage, l'humanitaire, la protection sociale et l'hydraulique pour prendre en compte les projets et programmes de l'État et les besoins des populations. Les ouvrages hydrauliques occupent une place importante dans les actions de *DirectAid*, connue sous le nom de l'Agence des musulmans d'Afrique (AMA).

Les écrits sur cette ONG sont disponibles, mais sont presque parcellaires. Le premier est une étude comparative de l'apport de *DirectAid* et de SOS VILLAGE D'ENFANTS dans le domaine de la prise en charge des enfants vulnérables (S. Gnessi, 2017). Le deuxième analyse sa contribution à l'amélioration de l'offre éducative au Burkina Faso (S. Sogoba, 2010).

Quant au troisième document, il s'intéresse aux actions de l'ONG dans leur globalité (1986-1996) au pays des hommes intègres (A. M. Diouf, 1999) et présente quelques insuffisances.

Dès lors, il apparait important de se pencher sur la contribution des ONG au développement du secteur de l'hydraulique au Burkina Faso : cas de *DirectAid* (1986-2024). Cette analyse enrichie la recherche sur l'installation des ONG arabo-islamiques, notamment *DirectAid* au pays des hommes intègres et l'impact de ses interventions sur le développement du pays dans le domaine hydraulique. Comment l'ONG *DirectAid* est-elle parvenue à s'implanter au Burkina Faso ?

Quelles sont les actions mises en œuvre par *DirectAid* dans le secteur de l'eau au point de contribuer au développement du Burkina Faso ? Quelles sont les retombées de ses actions au Burkina Faso après quatre décennies d'expérience sur les chantiers du développement ?

Cette étude vise d'abord à reconstituer l'histoire DirectAid et le processus de son implantation au Burkina Faso. Ensuite, elle va consister à évaluer les actions de DirectAid et leurs impacts au développement du Burkina Faso.

Pour répondre à ces interrogations, plusieurs sources ont été mobilisées. Il s'agit des sources documentaires, iconographiques, internet et des témoignages oraux. Elles ont fourni des informations importantes à la réalisation de cet article.

La confrontation de ces diverses sources permet d'aborder l'analyse sous trois axes principaux. Le premier axe donne un aperçu sur la genèse et le processus d'implantation de *DirectAid* au Burkina Faso. Le deuxième s'intéresse à sa contribution dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso.

Le troisième axe de cette réflexion analyse les acquis des interventions de l'ONG dans le secteur de l'eau. Il

s'achève avec les limites des interventions de *DirectAid*.

1.APERÇU SUR LA GENÈSE ET L'IMPLANTATION DE *DIRECTAID* AU BURKINA FASO (1980-1988)

L'avènement de *DirectAid*/ AMA et son installation au pays des hommes intègres sont deux faits majeurs qui se sont produits entre 1980 et 1988.

1.1. La genèse de l'Agence des musulmans d'Afrique (AMA)

La création de l'AMA remonte dans les années 1980, grâce à la volonté de Abdoul Rahman Al-Sumait, un philanthrope koweïtien, d'offrir de meilleures conditions de vie aux populations africaines. En effet, en 1981, Abdoul Rahman Al-Sumait crée le Comité des musulmans du Malawi (CMW) et lance en 1982 un vaste projet éducatif visant à réislamiser la population malawite sans distinction[1]. Le CMW est également présent dans le domaine de l'assainissement en procurant de l'eau potable à des milliers de personnes.

Le Comité des musulmans du Malawi devient à partir de 1984, l'Agence des Musulmans d'Afrique (AMA)[2]. Cette dénomination est née des initiatives des étudiants d'Afrique et d'Asie qui étudiaient au Koweït à l'époque. Ils s'étaient regroupés pour renforcer leur niveau de connaissances islamiques.

Cependant, le groupe demeure homogène avec le retrait des étudiants asiatiques à cause de la spécificité de l'agence qui ne s'adressait qu'aux étudiants musulmans africains. Quelques années après, le groupe se disloque et Sumait s'approprie l'agence (A. M. Diouf, 1999, p. 16).

L'acronyme AMA répondait sans doute à l'une de ses aspirations à savoir servir seulement en Afrique.

Après dix-huit années d'expérience dans le travail humanitaire en Afrique, le programme de développement et d'assistance de l'agence s'étendait à toute la population d'Afrique sans distinction de religion. Cette dimension de l'aide a prévalu au changement de nom. Ainsi est-on passé de l'Agence des musulmans d'Afrique en 1984 à *DirectAid* en 1999. Mais en réalité, cette nouvelle dénomination n'apparait sur les réalisations qu'à partir de 2016.

Ce constat, nous l'avons fait sur le terrain. Cette période (1999-2016) pourrait être qualifiée de « période d'hésitation » durant laquelle les responsables étaient à la recherche d'une dénomination plus inclusive, qui tiendrait compte de toutes les sensibilités religieuses. L'ONG est présente dans une trentaine de pays en Afrique, dont le Burkina Faso.

1.2. Implantation d'une ONG arabo-musulmane : l'AMA au Burkina Faso de 1986 à 1988

L'implantation de *DirectAid* au Burkina Faso en 1986 intervient dans un contexte politique national favorable, marqué par l'avènement du Conseil national de la révolution (CNR) au pouvoir. En effet, Siaka Gnessi justifie le contexte d'implantation de *DirectAid* au pays des hommes intègres en ses termes :

> Les débuts de DirectAid au Burkina Faso en 1986 coïncident avec la révolution sankariste (1983-1987). L'instabilité sociopolitique consécutive à plusieurs coups d'État consécutifs a fini par plonger le pays dans une situation socioéconomique difficile. Le

[1] Observatoire humanitaire. « African Muslim Agency – Historique ».In : *Observatoire-humanitaire*[online] http://www.observatoire-humanitaire.org/fr/index.php?page=fiche-ong. page consultée le 12-10-2023.

[2] Abdul-Rahman Hammoud Al-SUMAIT, « Historique de Directaid ».In : *Directaid.org* [online] https://direct-aid.org/cms/en/about-us-ar-2/how-we-start/, page consultée le 07-07-2024.

chômage et la précarité des jeunes ont augmenté la vulnérabilité des ménages (S. Gnessi, 2017, p. 162).

Le Burkina Faso semblait être dans une sorte d'impasse dont le recours aux ONG nationales et internationales se présentait comme une alternative à cette situation. Dans ces conditions, Alfred Sawadogo dans son discours prononcé le 25 septembre 1984 à Zamsé dans le Bazéga, invite toutes les ONG membres du BSONG[3] à soutenir l'effort du CNR dans la construction de 250 barrages à travers toute l'étendue du territoire national.

La mise en œuvre de ce projet s'étend d'octobre 1984 à décembre 1985 et a nécessité la mobilisation d'une somme de 3 milliards de FCFA. Ces retenues d'eau sont favorables au développeront des cultures de contre-saison. Elles permettent aussi de réduire les déplacements massifs de la jeunesse de l'intérieur comme de l'extérieur qui ne sont souvent pas sans danger (Cnab, 1984, p. 1).

Le processus de l'implantation au Burkina Faso se déroule en deux phases à travers la visite de Cheikh Aboubacar Doucouré au Koweït en 1986 et la période dite d'observation.

1.2.1. La visite de Cheikh Aboubacar Doucouré au Koweït

Cheikh Aboubacar Doucouré effectue un voyage au Koweït en janvier 1986. Cette visite est une invite de Nasser Hamdan, ancien ministre des Affaires religieuses de l'État koweïtien. Pour I. Cissé (1994, p. 393), ce dernier serait l'un de ses anciens camarades étudiants. Aboubacar Doucouré précise que ce dernier était un ancien secrétaire général du ministère des Affaires religieuses du Koweït.

Sa rencontre avec cette autorité s'est faite grâce à Mohamed Youssouf, un de ses amis somalien. Celui-ci lui avait parlé de son brillant parcours académique. En effet, Doucouré était l'un des premiers africains titulaire d'un doctorat obtenu dans les universités arabes. Nasser Hamdan qui l'accueille et planifie ses rencontres.

C'est dans ces conditions qu'il fait la connaissance de Abdoul Rahman Al-Sumait, fondateur et secrétaire général de l'AMA à l'époque. L'objet de leur échange portait essentiellement sur les actions de l'agence en Afrique. Comme pour le convaincre, son interlocuteur, Al-Sumait lui montre quelques rapports d'activités de l'ONG en Afrique avec des photographies à l'appui. Alors, Aboubacar Doucouré trouve que la présence de cette ONG au Burkina Faso va profiter à la population dans son ensemble.

À l'endroit du fondateur, il formule le vœu de voir aussi un jour l'AMA intervenir dans son pays. Al-Sumait lui répondit sans détours que son objectif est de faire un maillage de tout le continent africain. Abdoul Rahman Al-Sumait lui promet l'ouverture prochaine du bureau de la représentation de l'agence au pays des hommes intègres à la seule condition que son interlocuteur obtienne un accord officiel de l'implantation de ladite ONG auprès des autorités politiques burkinabè[4].

1.2.2. La reconnaissance officielle de l'AMA au Burkina Faso en 1988

De retour au pays, Cheikh Doucouré déclenche le processus de l'installation de l'AMA auprès des autorités politiques et administratives en leur expliquant d'abord l'intérêt et les avantages que cette ONG pourrait

[3] Le Bsong était une structure conçue et mise en œuvre par le Comité de défense révolutionnaire (CDR) et le gouvernement révolutionnaire. Structure à forte connotation politique, le CDR travaille à impulser dans les villages un militantisme de progrès

[4] Entretien avec Aboubacar DOUCOURÉ, 73 ans, Premier représentant pays de l'AMA et chef de la confrérie tidjania, Ouagadougou, le 28-09-2023

apporter à la population sans distinction. Les autorités politiques se réservent de donner une suite favorable officielle au départ du fait de son obédience islamique.

Elles l'autorisent néanmoins à mener ses activités avant la signature éventuelle de la convention. Cette phase qui va durer environ deux ans est comme une période de mise en observation des premières interventions de l'AMA sur le territoire burkinabè.

L'AMA à travers son représentant non officiellement reconnu au Burkina Faso entreprend de nombreuses actions profitables à la population. Durant cette période d'observation, Al-Sumait effectue sa première visite au Burkina Faso. Ce fut certainement l'occasion pour lui de rencontrer les autorités de ce pays afin de discuter de la problématique de l'implantation ainsi que des objectifs de l'AMA.

À l'issue de cette visite qu'il a sans doute jugée fructueuse, le fondateur de l'AMA fait acheminer des dons en nature composés de céréales, d'effet d'habillement, de livres islamiques et une voiture par trois avions Hercule 130 de l'armée koweitienne[5]. Ces interventions très appréciables semblent convaincre les autorités d'alors qui lèvent le voile des velléités de soupçons qui pesaient sur l'ONG. La signature de convention entre *DirectAid* et l'État burkinabè a été annoncée dans la note synthèse des interventions koweïtiennes au Burkina Faso du 7 août 1987 :

> l'annonce de cette signature apparait dans *la fiche synthétique de* la Direction de la coopération internationale. Il faut souligner que le Comité des Musulmans africains du Koweït a soumis au Burkina Faso la signature d'une convention d'établissement d'ONG qui fait l'objet d'un examen au niveau du ministère des Relations extérieures et de la Coopération (Cnab, 1987, p. 2).

Les autorités de la Haute-Volta semblaient suivre de près le dossier de demande de convention. Deux ans après son implantation au Burkina Faso, la demande de signature de convention se concrétise le 29 janvier 1988 entre *DirectAid* et l'État burkinabè représentés respectivement par le Dr Cheick Aboubacar DOUCOURÉ et Henri Bruno Bessin, secrétaire général, du ministère de la Coopération (*DirectAid*, sd, p. 2). Depuis cette date mémorielle, *DirectAid* intègre le sillage des ONG intervenant officiellement au Burkina Faso.

Le Burkina Faso devient depuis lors la porte d'accès de l'ONG en Afrique occidentale notamment au Mali, au Niger puis dans les autres pays où elle est implantée. Les démarches pour l'ouverture des bureaux du Mali et Niger avaient été confiées au Dr Aboubacar Doucouré par Dr Abdoul Rahman Al-Sumait. Dr Aboubacar Doucouré devient le premier directeur d'une des premières ONG arabo musulmane au Burkina Faso (M. N. Leblanc et *al.*, 2013, p. 4) . De 1986 à 2024, huit représentants pays ont dirigé l'ONG.

[5] Entretien avec Aboubacar DOUCOURÉ, 73 ans, Premier représentant pays de l'AMA et chef de la confrérie tidjania, Ouagadougou, témoin cité

Tableau I : Les représentants pays de DirectAid (1986-2024)

N° d'ordre	Nom et Prénom (s)	Pays d'origine	Années
01	Aboubacar Doucouré	Burkina Faso	1986-1990
02	Abdurahmane Sidibé	Burkina Faso	1990-1994
03	Ali Kardi	Tunisie	1995-1996
04	Baklalek Clamekki	-	1996-
05	Boureima Samsondin	-	1999-
06	Mohamed Bentaleb	-	2000-
07	Ahcène Benenia	Marocain	-2023
08	Radouane Boukhanera	Marocain	Á partir de 2023

Source : Mouhamadi Zoubga, Koudougou, le 17-05-2022

Parmi ces différents responsables, les deux premiers sont des nationaux (Aboubacar Doucouré et Abdurahmane Sidibé). Les autres sont des ressortissants maghrébins.

2.CONTRIBUTION DE *DIRECTAID* DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT AU BURKINA FASO

L'ONG *DirectAid* mène trois grandes actions dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Il s'agit de la construction des puits à grand diamètre, des forages et des châteaux d'eau avec des sources d'alimentation électrique et solaire.

2.1. Puits à grand diamètre

Les puits à grand diamètre constituent le plus grand effectif des réalisations de l'ONG dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Sur un total de 2100 actions, nous avons 100 postes d'eau autonome[6] d'une capacité de 10m3 chacun, 800 forages manuels et 1200 puits à grand diamètre à travers le pays (*DirectAid*, sd, p. 4).

Le nombre élevé de puits pourrait être lié à leur coût de réalisation qui varie entre 1 160 000 FCFA et 1 473 750 FCFA comparativement au château qui varie entre 14 140 000 FCFA en 2016 à 22 925 000 FCFA en 2017. Dans ce sens, A. M. Diouf (1999, p. 96) mentionne que 157 puits ont pu être réalisés à 150 009 655 FCFA de 1986 à 1996 et constituent 15,47 % des investissements de l'ONG à son temps.

Le montant du puits diffère aussi de celui fourni par le Réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso (Reseau Actea[7]). En effet, une étude réalisée par ce réseau montre que l'ONG *DirectAid* a foré cinquante-huit puits à grand diamètre de 2015 à 2016 estimé à 56 840 000

[6] Il s'agit de forages dotés de réseaux de distribution (bornes fontaines) alimentés par des réservoirs dans lesquels l'eau est d'abord acheminée par une pompe motorisée

[7]Le réseau Actea est une plate-forme d'informations, d'échanges et de partage d'expériences entre les acteurs intervenant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement au Burkina Faso. Il a été créé en 2015 et poursuit trois (3) objectifs principaux **:** Favoriser les échanges entre les acteurs du secteur en organisant des rencontres d'échange, des ateliers techniques et des visites de terrain. Renforcer les compétences et connaissances des acteurs par l'accompagnement au montage de projets, mise à disposition d'informations et de ressources bibliographiques. Identifier, valoriser et capitaliser les actions menées dans le domaine de l'eau et de l'assainissement : recensement des actions, partage des enseignements tirés. Ce réseau nous a fourni des données concernant les réalisations de *DirectAid* dans le secteur de l'eau.

FCFA soit 980 000 FCFA par puits foré[8]. Un montant inférieur par rapport à ce que révèlent les rapports (2016 à 2018) de l'ONG.

Les données statistiques montrent aussi que de 2016 à 2018 *DirectAid* a construit 118 puits à grand diamètre d'un coût total estimé à 152 428 750 FCFA. Ils sont répartis dans 12 régions, 26 provinces et 57 communes. Durant cette période (2016 à 2018), la Boucle du Mouhoun rassemble trente-huit, suivi du Centre-Ouest avec quinze puits.

Les derniers puits, au nombre de quarante, selon le rapport d'activité de 2018 ont été réalisés dans les provinces suivantes : Banwa Kossi, Lorum, Mouhoun, Nayala, Sanmatenga, Sourou, Ziro. Malgré leur capacité à desservir les populations surtout celles des zones rurales, les puits à grand diamètre ne sont plus comptabilisés parmi les ouvrages d'approvisionnement en eau potable.

Selon Seydou KONÉ, ingénieur de génie rural à la Direction générale de l'eau potable (DGEP), l'une des raisons qui pourrait justifier cette suspension est que ces puits sont des ouvrages à ciel ouvert bien qu'ils soient protégés de hautes margelles qui empêchent la pénétration des eaux de ruissellement[9].

La synthèse de ces données nous indique que grâce à un budget de 359 278 405 FCFA, *DirectAid* a pu équiper plusieurs localités du pays de 333 puits à grand diamètre de 1986 à 2018. Ces équipements sont appuyés par des forages à motricité humaine et plus performant.

2.2. Forages à motricité humaine

L'ONG *DirectAid* selon A. M. Diouf (1999, p. 96) a exécuté soixante-six forages durant les dix (10) premières années de son implantation au Burkina Faso dont le financement s'élève à 256 635 579 FCFA. Les statistiques du ReseauActea dans le cadre du Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PN-AEPA) de 2013 à 2015 montrent que les réalisations de *DirectAid*, sont estimées à 28 forages et s'élèvent à 11 200 000 FCFA[10].

Nous remarquons encore une différence du prix unitaire entre ces données statistiques et ce que nous livrent les rapports de *DirectAid*. Les archives du ReseauActea montrent que le coût du forage réalisé par l'ONG de 2013 à 2015 est de 4 000 000 FCFA alors que dans ses rapports d'activités (2016-2022) le prix du forage varie entre 4 140 000 FCFA et 4 912 500 FCFA selon les localités. Parmi les rapports que nous avons consultés, celui de 2020 ne mentionne pas les activités liées à l'hydraulique. Pour nous en rendre compte, nous nous sommes référés au rapport 2019 où est annexé le projet de programme 2020.

Mais en comparant le projet de programme 2017 annexé au rapport 2016, nous constatons que les prévisions de 2017 en termes de forages dans la Boucle du Mouhoun (03 forages) ne sont pas conformes au nombre de forages réalisés (01 forage) dans la même région selon le rapport d'activité de 2017. Nous parvenons à la conclusion qu'il s'agit soit d'une insuffisance, d'un oubli ou peut-être des détournements dans la rédaction du rapport 2020.

[8] Réseau Actea, « Liste des ONG dans les projets AEPA ».In : *Réseau Actea*,[online]https://www.actea.org>Liste-des-ONG-dans-les-projets-AEPA, page consultée le 26-08-2024

[9] Entretien avec seydou KONÉ, 40 ans, ingénieur de génie rural à la DGEP, Ouagadougou, le 20-10-2023

[10]Réseau Actea, « Liste des ONG dans les projets AEPA ».In : *Réseau Actea*,[online]https://www.actea.org>Liste-des-ONG-dans-les-projets-AEPA, page consultée le 26-08-2024

Enfin, l'un des facteurs explicatifs de cette situation peut être en lien avec les répercussions socioéconomiques du contexte sanitaire de 2019.

L'ONG a réalisé 157 forages de 2016 à 2022 à 734 413 000FCFA. Les régions ayant bénéficié du plus grand nombre d'investissements sont respectivement le Centre (34), la Boucle du Mouhoun (23), le Centre-Ouest (18), les Hauts-Bassins (17), le Plateau central (17) et le Nord (13). La construction des châteaux d'eau constitue le troisième type d'activité de *DirectAid* dans le secteur de l'hydraulique. Le bilan des interventions de l'ONG dressé en 2024 révèle l'exécution de 09 pompes à motricité humaine au profit de plus de 4500 personnes (*DirectAid*, 2025, p. 8).

2.3. Les Adductions d'eau potable simplifiée (AEPS)

Les Adductions d'eau potable simplifiée (AEPS) communément appelées les châteaux d'eau sont des infrastructures plus coûteuses et commodes que les deux premiers types d'ouvrage. Leur prix selon les rapports varie entre 14 140 000 FCFA en 2016 à 22 925 000 FCFA à partir de 2017 et pourrait être en fonction de la qualité de l'Ouvrage.

La région du Centre se distingue par sa position de leader en matière de construction des châteaux d'eau. De 2016 à 2024, seize châteaux d'eau ont été réalisés dans deux communes, dont treize à Ouagadougou et trois à Saaba. Le Centre est suivi par les Hauts-Bassins avec onze dont huit dans la commune de Bobo-Dioulasso.

Dans les autres régions nous avons : la Boucle du Mouhoun (2), les Cascades (2), le Centre-est (1) le Centre-ouest (5), le Centre- sud (5), le Centre Nord (3), le Nord (1), le Plateau-central (1), le Centre-sud (1), le Sahel (1) et le Sud-Ouest (1).

En huit ans, l'ONG DirectAid a investi 1 045 943 200 FCFA pour la réalisation de cinquante châteaux d'eau dans quinze provinces et vingt-trois communes du pays. Ces dernières années, elle concentre plus ses infrastructures hydrauliques dans les centres urbains et semi-urbains principalement dans les établissements publics sanitaires et éducatifs.

En 2022, ce sont le CHU de Bogodogo et la cité universitaire de Koubaouwé située dans le quartier belle-ville de Bobo-Dioulasso qui recevaient leurs châteaux des mains des responsables de l'ONG *DirectAid*[11]. Grâce à son double équipement solaire et électrique, le château d'eau de cette cité va contribuer à résorber les défaillances liées non seulement à la faible intensité de l'énergie solaire générée par les plaques solaire, mais aussi aux impacts du vent sur ces installations.

En 2024, quatre formations sanitaires à savoir le CMA de Pissy, les CHR de Tenkodogo et de Gaoua ainsi que le CHU de Tengandgo ne connaitront plus de problèmes d'eau[12]. Nous avons visité aussi le 28 août 2024, le château d'eau nouvellement construit à la grande mosquée de Réo.

[11] LeFaso.net, septembre 2022, « Burkina/Cité universitaire Koubaouw : les résidents bénéficient d'un forage ». In LeFaso.net [online] https://lefaso.net/spip.php?article115726, page consultée le 12mars 2023.

[12] Faso Actu. « Burkina Faso : l'ONG DirectAid injecte cent millions pour doter des hôpitaux en châteaux d'eau ».In *FASO ACTU* [online],https://faso.actu.info/burkina-faso-long-directaid-injecte-cent-millions-pour-doter-des-hopitaux-en-chateaux-deau/, page consultée le 03-03-2024

3.ANALYSE DE L'ACTION DE *DIRECTAID* DANS LE SECTEUR DE L'EAU AU BURKINA FASO

Il s'agit dans ce point d'explorer les retombées et les limites de l'intervention de l'ONG DirectAid.

3.1. Les retombées des interventions de *DirectAid* dans le secteur de l'eau

Dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable, *DirectAid* ambitionne couvrir tout le territoire d'infrastructures hydrauliques de qualité et contribuer ainsi à l'atteinte de l'objectif de l'État burkinabé d'offrir l'eau potable à toute la population. Dans ce sens, nous distinguons trois sortes d'infrastructures dans ce domaine. Ce sont les puits à grand diamètre, les forages et les châteaux d'eau.

Concernant les puits à grand diamètre, les données statistiques rapportent que l'ONG a fait 333 puits. Ils sont repartis dans les treize régions. Au niveau des provinces ces ouvrages couvrent vingt-neuf sur les quarante-cinq (Balés, Bam, Bazèga, Boulgou, Boulkiemdé, Comoé, Ganzourgou, Gourma, Houet, Ioba, Kadiogo, Kossi, Kouritenga, Kourwéogo, Mouhoun, Nahouri, Namentenga, Passoré, Sanguié, Sanmatenga, Sissili, Soum, Tuy, Ziniaré, Ziro, Zoundwéogo et Yatenga). Cinquante-cinq parmi les 352 communes ont bénéficié de puits à grand diamètre réalisés par *DirectAid*.

Il s'agit de Nagréogo, Balavé, Bakata, Bama, Barani, Bobo Dioulasso, Boborokuy, Boussé, Di, Diabo, Doumbala, Fara, Gassan ,Gao, Gaongo, Gossina, Gourcy, Houndé, Imasgo, Ioba, Kalsaka, Karangasso-vigue, Kassoum, Kaya, Kayao, Kelbo, Kombissiri, Kongoussi, Lanfiéra, Léo, Niou, Nouna Ouagadougou, Ouahigouya, Rambo, Rollo, Sanaba, Saponé, Sapouy, Séguenega, Solenzo, Sono, Soum, Sourgou, Tanghin-Dassouri, Tansila, Tchériba, Tiéfora, Titao, Tougan, Zam, Zawara, Ziniaré, Zitenga et Yako.

Nos recherches ont permis de comptabiliser 251 forages à motricité humaine réalisés par *DirectAid* à 1 002 248 579 FCFA. Ces installations viennent remplacer les puits à grand diamètre. Elles sont réparties à travers toutes les treize régions et dans vingt-cinq provinces à savoir Balés, Bam, Bazèga, Boulgou, Boulkiemdé, Comoé, Ganzourgou, Gourma, Houet, Ioba, Kadiogo, Kossi, Kourweogo, Mouhoun, Nahouri, Namentenga, Oubritenga, Passoré, Sanmatenga, Sanguié, Sissili, Soum, Sourou, Tuy, Yatenga Ziro, Zoundwéogo.

Environ soixante-onze communes sont bénéficiaires de ces pompes à motricité humaine: Bama, Bané, Bèguédogo, Bokin, Bobo-Dioulasso, Bomborokuy Bondokuy, Boromo, Boulsa, Boudry, Boussé, Cassou, Dalo, Dano, Dédougou, Dibasso, Dissin, Djibo, Doumbala, Fada NGourma, Fara, Garango, Gombousougou, Gounghin, Kaya, Nobéré, Nouna, Lanfièra, Komki-Ipala,Tanghin-Dassouri, Kelbo, Koudri, Kombissiri, Komsilga, Kongoussi, Korsimoro, Koudougou, Koumbia, Koumbri, Laye, Léna, Léo, Loumbila, Nahouri, Mogtédo, Nagréogo, Ouagadougou, Ouahigouya, Pabré, Péni, Pibaoré, Pissila, Po, Ramongho, Réo, Rollo, Saaba, Safané, Sapouy, Sidéradougou, Soaw,Tenkodogo,Tiéfora,Tikaré, Tchériba, Tiébélé, Thyou, Yalgho, Zam, Ziga, Ziniaré, Zoungou.

En ce qui concerne les postes d'eau autonomes, les données indiquent que quarante-quatre ont été exécutés dans onze régions entre 2016 et 2022, à l'exception du Centre-Est et de l'Est.

Ces ouvrages couvrent seize provinces et sont observables dans le Bam, Boulkiemdé, Comoé, Houet, Kadiogo, Mouhoun, Nahouri, Oubritenga, Passoré, Poni, le Sanguié, Sanmatenga, Sissili, Yatenga, Ziro et

Zoundwéogo et dans les communes de Bama, Bakata, Bobo-dioulasso, Dédougou, Gaoua, Gomboussougou, Kongoussi, Korssimoro, Koudougou, Léo, Nagréogo, Nassoumbou, Ouagadougou, Orodara, Péni, Po, Réo, Saaba, Séguénéga, Sindou, Tiébélé, Tiéfora et Ziga. Le coût de ces réalisations s'élève à 253 520 184 FCFA. Ces infrastructures ont un impact certain dans la vie socio-économique.

L'eau est un facteur clé, dans tous les secteurs d'activité notamment dans les services sanitaires. En effet, comme bon nombre d'établissements publics, le CHU de Bogodogo est desservi par l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA). Cependant, la Nationale de l'eau est souvent incapable de satisfaire les besoins en eau de ces établissements en raison de la forte demande de la population et des autres services, ce qui rend parfois difficile le travail dans certains services hospitaliers dont le fonctionnement nécessite assez d'eau[13].

C'est exactement le cas du CHU de Bogodogo qui fonctionnait difficilement à cause des coupures récurrentes d'eau, et ce malgré la présence de la bâche à eau à en croire Abdoul Matini Sawadogo, technicien en eau et hygiène et assainissement[14]. Il est le plombier cet établissement sanitaire.

Le château d'eau de *DirectAid*, dont la cérémonie de réception eut lieu le 17 mai 2023, est venu renforcer le système d'assainissement du CHU. Cet ouvrage d'une capacité de 10m^3 constitue également une bouffée d'oxygène permettant d'assurer la permanence d'eau au sein de l'hôpital[15]. Il est équipé de plaques solaires et d'une aire d'ablution. C'est sans doute l'exemple de Bogodogo qui a poussé l'État à travers son ministère de la santé à signer des conventions avec *DirectAid* pour la réalisation de quatre châteaux d'eau au profit de quatre autres formations sanitaires.

Il s'agit du Centre médical avec antenne chirurgicale (CMA) de Pyssi, des Centres hospitaliers régionaux (CHR) de Gaoua et de Tenkodogo et du Centre hospitalier universitaire de Tengandogo.

Toutes ces infrastructures visent entre autres à l'amélioration des services de ces formations sanitaires ainsi que celle des conditions de séjours des usagers en particulier des malades et leurs accompagnants.

Ces diverses actions contribuent aussi au renforcement des relations entre l'ONG et l'État et par ricochet entre les deux États (Burkina Faso et le Koweït), mais aussi à la visibilité de l'ONG. Cette appréciation est mentionnée dans le guide :

[13] Entretien avec Abdoul Matini Sawadogo, 30 ans, technicien en eau et hygiène et assainissement, plombier du CHU de Bogodogo, témoin cité.

[14] La bâche à eau est une piscine souterraine fermée qui stocke l'eau. C'est un dispositif équipé de pompes d'une capacité de 60m^3 divisés en deux (2) réseaux de 30 m^3 chacun et qui desservent les services du CHU en eau. Nous avons le réseau sanitaire et réseau incendie. Le réseau sanitaire comme son nom l'indique, son eau est utilisée pour les services sanitaires en cas de coupure d'eau. Lorsque la coupure est de longue durée, l'eau contenue dans ce réseau ne parvient pas à alimenter tous les services. Quant au réseau incendie, son eau est strictement réservée aux services des sapeurs-pompiers qui l'utilisent en cas d'incendie. La quantité d'eau de ce réseau constitue en quelque sorte un stock de sécurité. Les deux réseaux ne se communiquent pas.

[15] Alice Suglimani Thiombano, 2023, « Burkina Faso : L'ONG Direct Aid dote le CHU Bogodogo d'un forage accompagné d'un château ».In Faso7.com [online] https://faso7.com/2023/05/17/burkina-faso-long-direct-aid-dote-le-chu-bogodogo-dun-forage-accompagne-dun-chateau/ page consultée le 08-09-2024

> La contractualisation avec les départements ministériels entre dans le cadre de la réalisation des programmes sectoriels relevant de leurs domaines de compétences. Elle accroît l'influence et donne davantage de responsabilités à l'ONG ou à la fondation. À cet effet, elle permet une meilleure coordination et combinaison des efforts de chaque acteur dans la mise en œuvre d'une politique nationale et améliore la visibilité de l'ONG (Dgcoop, 2021, p. 18).

La contractualisation est au même titre que les appels à projets, les distinctions honorifiques et la Reconnaissance d'utilité publique (RUP), des avantages non financiers de l'État afférents aux ONG et fondations exerçant au Burkina Faso (Dgcoop, 2021, p. 18).

Photo n°1: le château d'eau du CHU de Bogodogo

Source : Mouhamadi Zoubga, Ouagadougou, le 21-10-2023

Les secteurs de l'eau et l'assainissement jouent un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier dans les régions où l'accès à l'eau potable est difficile. Les ouvrages comme les puits à grand diamètre, les forages et les châteaux d'eau sont des infrastructures indispensables qui répondent aux besoins en eau potable des populations.

Elles réduisent de façon considérable les corvées d'eau dans les ménages et distances parcourues quotidiennement par les femmes afin de se procurer de l'eau de qualité. Voici ce que relate Mahamadi Semdé à propos :

> l'installation de pompes manuelles, de fontaines a facilité l'accès à l'eau potable, réduisant l'effort des femmes et améliorant leur condition de vie. Ces infrastructures hydrauliques ont également permis de diminuer les maladies hydriques et de sécuriser cette ressource vitale dans ces localités (M. Semdé, 2025, p. 84).

Selon Adama Congo, cultivateur et président du comité de gestion du forage de Nobéré : « Ce forage contribue beaucoup à réduire nos problèmes d'approvisionnement en eau, d'ailleurs il est le seul de la localité, donc nous avons intérêt à bien l'entretenir.

Sa proximité avec la voie soulage aussi les usagers »[16]. Les forages contribuent de façon plus ou moins indirecte à la réduction des risques sanitaires (le choléra, la diarrhée et la fièvre typhoïde), liés à la consommation de l'eau impropre.

Ces installations soutiennent les activités de contre-saison et agro-pastorales en « contribuant à l'augmentation de l'offre d'eau d'abreuvement des animaux en période sèche. Elles permettent par conséquent de retarder les départs précoces en transhumance des éleveurs » (Mef, sd, p. 21). Ousmane Diandé, éleveur à Kapouri confirme :

> Avant 2021, la recherche d'eau pour abreuver nos animaux représentait un effort considérable, surtout lors des périodes de sécheresse. L'installation du forage a radicalement changé notre quotidien et nous met à l'abri des problèmes de cohabitation entre agriculteurs et éleveurs [17].

Grâce à l'ONG *DirectAid*, les habitants de plusieurs localités du pays sont épargnés de ces tensions sociales en favorisant une meilleure cohabitation entre ces groupes sociaux. Les infrastructures hydrauliques ont beaucoup d'avantages :

> une autre conséquence [...] de l'hydraulique villageoise est la diminution des querelles entre villages et entre paysans et éleveurs autour des points d'eau. En essayant dans la mesure du possible d'implanter un forage dans chaque village, l'Arabie saoudite contribue à atténuer les risques de frictions qui dégénèrent souvent en affrontements sanglants (M. Oubda, 2015, p. 301).

Les forages que nous avons pu observer lors de nos différentes visites sont du même prototype des forages saoudiens de marque Kardia. Ils semblent s'adapter aux réalités des communautés (M. Oubda, 2015, p. 297).

Tableau II : Synthèse des investissements dans le domaine de l'hydraulique (1986-2024)

N° d'ordre	Nature des investissements	Nombre	Coût de réalisation en FCFA
01	Puits à grand diamètre	333	359 278 405
02	Forages	251	1 002 248 579
03	Château d'eau	50	1 045 943 200
Total		3 298 413 384	

Source **:** Mouhamadi Zoubga, tableau construit à partir des données des rapports, des archives et des travaux de Alioune Mamadou Diouf

Les puits à grand diamètre représentent le plus grand nombre des réalisations (333) dans le secteur, mais en termes de coût, les forages (251) et les châteaux d'eau (50) les dépassent de loin. Cependant, des insuffisances existent dans leur fonctionnement.

3.2. Les limites des interventions de *DirectAid*

Nous avons constaté lors de nos visites, dans le domaine de l'accès à l'eau et l'assainissement plusieurs insuffisances liées à la gestion, au suivi des infrastructures et à la qualité des services.

[16] Entretien avec Adama Congo, 60 ans, cultivateur et président du comité de gestion du forage de Nobéré, Nobéré, le 31-12-2022.

[17] Entretien avec Ousmane Diandé, 42 ans, éleveur, Kapouri, le 30-12-2022.

Les forages et les châteaux nécessitent un entretien régulier au regard de leur usage quotidien. En effet, la plupart des installations que nous avons visitées ne disposent pas de mécanisme de gestion efficace.

C'est le cas des forages de Doncin, Kampala, kiri, Makongnadougou, Réo et du château de Moami. En effet, à propos de la gestion des infrastructures, le deuxième imam de Kampala nous confie en ces termes : « Nous revenons des champs et c'est maintenant que nous envisageons la mise en place de COGES »[18]. Dans ce cas, il faut attendre que le forage tombe en panne pour initier des cotisations en vue de sa réhabilitation ou alors il faut se tourner vers les bienfaiteurs pour solliciter une quelconque aide.

Nous avons également constaté à Kiri, dans le Houet un forage envahi par l'herbe. Le forage a été implanté en 2019 par l'intermédiaire d'une dame native de la localité dont le nom est resté dans l'anonymat. Il a été financé par Neima Mouhama Moufiya, une généreuse donatrice koweïtienne. Son nom est gravé sur la plaque.

En 2023, elle s'enquiert de l'état de l'infrastructure et trouve qu'il est en panne. Elle décide de le réhabiliter à environ 1 800 000 FCA[19]. L'absence de comité de gestion efficace et de soutien technique adéquat met souvent en cause la pérennité des infrastructures.

À Makongnadougou c'est un forage désert que nous avons observé, devenu presque une bergerie, car la terrasse était pleine de déjection d'animaux. Pour Tidiane Kaboré, le chargé de projet au centre l'Amitié, Mahamadi Zoromé est informé et nous attendons sa réponse[20].

Ces propos montrent qu'aucune initiative locale n'est entreprise pour réhabiliter l'infrastructure et dénotent aussi de l'absence de COGES.

DirectAid a fait don d'un château d'eau à Moami en 2022. Interrogé sur la gestion de l'infrastructure, Drissa Traoré imam et point focal de l'ONG, raconte que le dispositif solaire de cette infrastructure a été endommagé par les intempéries un mois après la cérémonie d'inauguration. Notre interlocuteur ajoute que le château fonctionnait difficilement, car le débit de l'eau était faible. Le technicien qu'il a fait appel, fait savoir que l'intensité du courant générée par les plaques ne permettait pas de faire monter l'eau rapidement dans le polytank pour être par la suite utilisée.

Il a proposé de ce fait huit plaques solaires au lieu de quatre afin que le château fonctionne sans problème. Le devis dressé à cet effet est estimé à 650 000 FCFA[21]. Ne sachant que faire, le regard de la population est tourné vers l'ONG qui n'a pas que ça à faire. Nous leur avons suggéré de s'organiser avant d'envisager la demande d'un appui quelconque, car il appartient au comité d'entreprendre des démarches pour la rétablir.

L'imam fait remarquer que plusieurs rencontres ont été convoquées en vue de la mise en place d'un Comité de gestion sans succès jusqu'à ce jour.

[18] Entretien avec Oudou Adjambou, 57 ans, cultivateur et 2e imam de Kampala, Kampala, le 29-12-2022.

[19] Entretien avec Lassané Kaboré, 41 ans, Secrétaire général du Centre de l'Amitié, témoin cité

[20] Entretien avec Tidiane Kaboré, 45 ans, cultivateur, point focal de DirectAid, Makongnadougou, le 09-09-2024

[21] Entretien avec Drissa TRAORÉ, Imam de la grande mosquée et point focal de l'ONG à Moami, Moami, le 10-09-2024

Photo n°2 : Château d'eau de Moami

Source **:** Mouhamadi Zoubga, enquête de terrain, Bobo-Dioulasso, le 10-09-2024

Les COGES qui existent fonctionnent à peine, car toutes les fois que nous avons demandé leur composition, ils sont le plus souvent réduits à une ou deux personnes. Ces exemples de gestions informelles, ont été observés au secteur 8 de Réo et de Tiébélé. Ces châteaux d'eau sont tous gérés par des femmes, dont la rémunération mensuelle selon Hadarou Akouabou, est en fonction des recettes. Elle varie entre 10 000 FCA et 12 000 FCFA.

La gestion de ce forage (Tiébélé) est assurée par le rectorat de la mosquée[22]. Les recettes pourraient être utilisées pour supporter certaines dépenses (paiement des factures d'électricité) liées au fonctionnement de la mosquée et compromettre celui du château en cas de panne. Les COGES constituent en quelque sorte des mesures préventives, car ils jouent un rôle important dans la gestion et la résilience des infrastructures.

À Sawoni, Adama Badga, président du comité de gestion du forage, reconnait aussi l'utilité du forage, cependant, il révèle que le forage a un problème. La première personne à pomper le matin doit fournir énormément d'effort avant que l'eau n'arrive, toute chose qui freine un peu sa fréquentation quotidienne. Pire, lorsque c'est un enfant, il y passera le maximum de temps possible.

[22] Entretien avec Hadarou AKOUABOU, cultivateur et Imam de la grande mosquée de Tiébélé, Tiébélé, le 29-12-2022.

Il arrive parfois que certains reviennent bredouilles à la maison car ils n'ont pas la force nécessaire pour actionner la pompe et faire remonter l'eau. Chez eux chaque ménage cotise 1500 FCFA par mois comme frais de réparation du forage[23]. Lorsque nous lui avons demandé pourquoi n'a-t-il pas fait appel à un maintenancier ? Il a répondu que cela était en cours.

L'accès à l'eau potable est essentiel pour prévenir les risques liés aux maladies hydriques. Cependant, lorsque cette eau est de qualité douteuse, les facteurs sanitaires deviennent préoccupants. Parmi les vingt-six forages visités, deux d'entre eux présentent des limites majeures qui compromettent leur utilité. C'est notamment le cas du forage du secteur 3 de Réo et celui de Kiri à Bobo-Dioulasso. Cela peut paraitre anodin mais lorsque ces installations ne profitent pas aux bénéficiaires encore moins aux animaux les investissements consentis deviennent presque vains.

Dès l'annonce de l'installation du forage (secteur 3 de Réo), la population avait nourri l'espoir d'en finir avec les pénuries d'eau aussi bien pour les ménages que pour les activités de production. Cependant, cet espoir s'est très vite transformé en désillusion lorsque, quelques jours après son installation la qualité de l'eau s'est fortement détériorée[24].

Lors de notre passage, le 26 mai 2022, nous avons constaté un liquide rougeâtre coulé de ce forage. Depuis le forage est abandonné à lui-même et constitue en quelque sorte un objet d'art au sein des concessions.

Le cas du forage de Kiri est un peu similaire. Il est fonctionnel mais l'eau qui en sort devient trouble après un moment de repos et impropre à la consommation. Cette eau est seulement utilisée pour pétrir le banco et faire la lessive[25].

CONCLUSION

Créée en 1981 par Abdoul Rahman Al-Sumait, *DirectAid* s'installe au Burkina Faso en 1986, grâce à Cheick Aboubacar Doucouré et ouvre la voie à diverses réalisations dans le domaine socio-économique. L'objectif poursuivi par la présente étude est de montrer la contribution des actions de *DirectAid* dans le secteur de l'eau et leurs retombées au Burkina Faso.

En termes de résultats, elle permit d'identifier des réalisations considérables dans le domaine. En effet, les sources montrent que plus de 333 puits à grand diamètre sont construits avec une forte concentration dans la Boucle du Mouhoun. En plus de ces infrastructures, on note la réalisation de 251 forages à motricité huet 50 Adductions d'eau potable simplifiées (AEPS) sur l'étendue du territoire. Le montant mobilisé pour la réalisation de ces ouvrages hydrauliques s'élève à 3 298 413 384 FCFA.

Toutes ces réalisations constituent un apport important à la réalisation par l'État du Programme national d'approvisionnement en eau et contribuent à la lutte contre les crises et maladies hydriques. Elles offrent de l'eau potable aux populations, contribuant ainsi à améliorer leur condition de vie et leur santé et facilitent la pratique des cultures de contre-saison qui sont des sources non négligeables de revenus pour les plus démunis.

[23] Entretien avec Adama Badga, 72 ans, cultivateur et Président du comité de gestion du forage, Sawoni, le 29-12-2022

[24] Entretien avec Abdourhamane Bationo, 66 ans, Cultivateur et Imam de la mosquée du secteur 3 de Réo, Réo, le 26-05-2022

[25] Entretien avec Alassane Séré, 40 ans, couturier, Kiri, le 09-09-2024

Cependant des limites existent aussi bien dans la gestion, des ouvrages réalisés que dans la qualité des services offerts. En plus du secteur Eau, *DirectAid* apporte également au Burkina Faso des appuis considérables dans les secteurs de l'éducation, la santé, la protection sociale, l'économie et la religion.

SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Sources orales

Nom et Prénom(s)	Âge	Se	Fonction/Statut	Lieu de l'enquête	Date de l'enquête
Akouabou Hadarou	-	M	Cultivateur et Imam de la grande mosquée de Tiébélé	Tiébélé	29-12-2022
Bationo Abdourhamane	66	M	Cultivateur et Imam de la mosquée du secteur 3 de Réo	26-05-2022	Réo
Congo Adama	60	M	Cultivateur et président du comité de gestion du forage de Nobéré	Nobéré	31-12-2022
Diandé Ousmane	42	M	Éleveur	Kapouri	30-12-2022
DOUCOURÉ Aboubacar	73	M	Premier responsable pays de l'AMA et chef de la confrérie tidjania	Ouagadougou	28-09-2023
KONÉ Seydou	40	M	Ingénieur de génie rural en service à la DGEP	Ouagadougou	20-10-2023
Oudou Adjambou	57	M	Cultivateur et 2e imam de Kampala	Kampala	29-12-2022
Sawadogo Abdoul Matini	30	M	Technicien en eau et hygiène et assainissement, plombier du CHU de Bogodogo	Ouagadougou	20-10-2023
Traoré Drissa	-	M	Imam de la grande mosquée et point focal de l'ONG à Moami	Moami,	10-09-2024

Sources imprimées

[CNAB, 20V1179], *Compte rendu de la rencontre avec les ONG à Zamsé (province du Bazéga) et discours prononcé par Alfred Sawadogo les 25 et 26 septembre 1984, Zamsé*, le 25 septembre 1984.

[CNAB, 20V65], *Fiche synthétique de la Direction de la coopération internationale : les interventions Koweïtiennes au Burkina Faso* (1981-1987), Ouagadougou, 7 août 1987

DGCOOP, juillet 2021, *Guide d'établissement des ONG, Associations de développement et Fondations,* Ouagadougou.

DirectAid, sd, *ONG humanitaire, bureau du Burkina Faso.*
MEF, sd, *Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (2011-2015)*, Ouagadougou.
MEF, sd, *Rapport des performances 2013 de la Scadd*, Ouagadougou.

Sources internet

Abdul-Rahman Hammoud Al-Sumait, « Historique de Directaid ».In : *Directaid.org* [online] https://direct-aid.org/cms/en/about-us-ar-2/how-we-start/, page consultée le 07-07-2024.
Thiombano Alice Suglimani, 2023, « Burkina Faso : L'ONG Direct Aid dote le CHU Bogodogo d'un forage accompagné d'un château ».In Faso7.com [online] https://faso7.com/2023/05/17/burkina-faso-long-direct-aid-dote-le-chu-bogodogo-dun-forage-accompagne-dun-chateau/ page consultée le 08-09-2024.
Faso Actu. « Burkina Faso : l'ONG DirectAid injecte cent millions pour doter des hôpitaux en châteaux d'eau ».In *FASO ACTU* [online],https://faso.actu.info/burkina-faso-long-directaid-injecte-cent-millions-pour-doter-des-hopitaux-en-chateaux-deau/, page consultée le 03-03-2024.
LeFaso.net, septembre 2022, « Burkina/Cité universitaire Koubaouw : les résidents bénéficient d'un forage ». In LeFaso.net [online] https://lefaso.net/spip.php?article115726, page consultée le 12mars 2023.
Observatoire humanitaire. « African Muslim Agency – Historique ».In : *Observatoire-humanitaire*[online]http://www.observatoirehumanitaire.org/fr/index.php?page=fiche-ong. page consultée le 12-10-2023.
Réseau Actea, « Liste des ONG dans les projets AEPA ».In : *Réseau Actea,*[online]https://
té Norbert Zongo.
www.actea.org>Liste-des-ONG-dans-les-projets-AEPA, page consultée le 26-08-2024

Références bibliographiques

CISSÉ Issa, 1994, *Islam et État au Burkina Faso : de 1960 à 1990*, thèse de doctorat nouveau régime, UFR Géographie, Histoire et Sciences et Société, Université de Paris VII.
DIOUF Alioune Mamadou, 1999, *L'action de l'Agence des Musulmans d'Afrique au Burkina Faso (1986-1996)*, mémoire de maitrise, département d'histoire et archéologie, Université de Ouagadougou.
GNESSI Siaka, 2017, *Enfance vulnérable au Burkina Faso, les politiques d'insertion : analyse de la contribution de deux ONG à Ouagadougou*, thèse de doctorat en sociologie, Franche-Comté, Université Bourgogne.
LEBLANC Marie Nathalie et *al.*, juin 2013, *Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso*, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, Canada.
OUBDA Mahamoudou, 2015, *Histoire de l'évolution des relations bilatérales entre l'Arabie Saoudite et le Burkina Faso (1960-2010),* thèse de doctorat unique en histoire contemporaine, Université de Ouagadougou.
OUBDA Mahamoudou**,** décembre 2019 « L'impact de la coopération Saoudo-burkinabè sur le développement du secteur eau au Burkina Faso (1960-2019) ». In : *RelaD- N°02,* Éditions AZUR, pp.37-53.
SEMDÉ Mahamadi, 2025, *Action humanitaire des ONG et développement socio-économique au Burkina Faso : le cas de la Fondation enfant pour enfants (FEE) dans la commune de Koudougou (1992-2022),* mémoire de master en histoire africaine, Universi

Numéro 019 Décembre 2025
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN : 2709-5053

HARIS N°19 Décembre 2025